

Introduction

par

Christophe Chiclet

Balkans, deux petites syllabes longtemps oubliées, synonyme de casse-tête pour les apprentis diplomates. Pourtant aujourd'hui, les vieux démons de la péninsule avec leurs cortèges de clichés et de stéréotypes font de nouveau la une des journaux.

Le terme de "balkanisation", équivalent d'inextricables mélanges, de fragmentation à l'extrême, de déchirures sanglantes, a longtemps été utilisé pour caractériser d'autres conflits compliqués. Puis, petit à petit, le terme est tombé en désuétude au profit de quelque chose apparemment encore plus complexe: la "libanisation".

Un beau jour du printemps 1991, lorsque la défense territoriale slovène a mis en déroute les chars de l'armée fédérale yougoslave, les Balkans ont retrouvé une nouvelle jeunesse. Comme si de 1945 à 1991, la péninsule n'avait plus existé, victime d'une étrange glaciation politique. D'un seul coup, la fameuse "poudière des Balkans", vieux phantasme des occidentaux, devenait le nec plus ultra d'une nouvelle analyse politologique. Le nationalisme serait devenu, dans ce coin d'Europe, la forme la plus aboutie du post-communisme, comme si nationalisme et communisme n'avaient jamais été longtemps et fortement imbriqués dans la région.

Les communistes balkaniques n'ont pas vraiment été des adeptes d'un internationalisme pur et dur. Moscou en a rapidement fait les frais. Les partis communistes locaux se sont essentiellement développés durant la Deuxième guerre mondiale autour du concept de résistance nationale. Les résistances yougoslave, grecque et albanaise ont été les plus importantes d'Europe. Pourtant entre 1943 et 1945, de nombreuses frictions se sont produites entre elles, bien qu'elles aient été officiellement sœurs. Les partisans yougoslaves avaient déjà des velléités expansionnistes, cherchant à diriger leurs camarades grecs, albanais, et bulgares.

La soit-disant glaciation soviétique n'a jamais empêché les conflits nationaux dans la région. Dès 1948, Tito rompait avec Staline. En 1961 l'Albanie suivait l'exemple, après avoir elle-même rompu violemment avec la Yougoslavie en 1948. Yougoslavie et Bulgarie se sont toujours chamaillées, par historiens interposés, sur l'affaire de la Macédoine. En 1955 et 1968, les communistes grecs se sont affrontés entre eux à Tashkent et à Bucarest, une fraction importante voulant faire valoir les intérêts du peuple grec avant ceux du bureau politique du parti communiste d'Union Soviétique. Dans les années soixante-dix, la Roumanie de Ceaucescu s'est largement autonomisée. En 1971, les Croates ont tenté de desserrer le carcan de Belgrade. En 1981, les Albanais du Kosovo ont tenté de transformer leur région autonome en république fédérée. Enfin en 1985, le fidèle Todor Jivkov a bulgarisé de force sa minorité turque sans rien demander à Moscou.

Si les pays balkaniques avaient suivi à la lettre l'esprit de la guerre froide, un front gréco-turc aurait dû combattre ses voisins du nord. Il n'en fut rien. A chaque fois, le nationalisme l'a emporté sur les allégeances aux grandes puissances. Les balkaniques sont vraiment des vassaux fort désobéissants. En 1955, 1974 et 1987, Grecs et Turcs ont failli faire voler en éclats le flanc sud-est de l'OTAN. Pour contrer Ankara, Athènes s'est ouverte dès 1962 à l'URSS et à la Bulgarie, alors que le gouvernement grec sortait d'une longue guerre civile contre le parti communiste grec. Quant aux Turcs, ils se sont rapidement rapprochés de Belgrade, ennemis de Sofia dans l'affaire macédonienne. Bref, dans les Balkans, l'axe Est-Ouest n'a jamais réellement existé. Les vieux contentieux issus des guerres balkaniques (1912-1913), de la Première guerre mondiale et de l'entre deux guerres ont perduré après 1945. Ici le nationalisme n'est donc pas la quintessence du post-communisme. Il est partie prenante de tous les régimes politiques du début du XIXe siècle à nos jours.

Feindre aujourd'hui l'étonnement devant cette "rebalkanisation des Balkans" serait faire fi de l'histoire; en particulier depuis le "réveil des nationalités" dans les années 1820-1840. Dans l'actualité présente, les protagonistes du nouveau drame balkanique ne font que des références à l'histoire. Les termes vieillots, usés et éculés en cette fin de XXe siècles, comme Oustachis, Tchetsniks, Komitadjis, sont récupérés à des fins de propagandes, souvent les plus viles.

Le nationalisme ombrageux des balkaniques retrouverait-il ses racines les plus sombres?

Fin 1993, la situation est grave et préoccupante. La Yougoslavie a implosé. Il y a déjà des centaines de milliers de morts (50.000 durant les trois premiers mois de la guerre serbo-croate et déjà 200.000 dans les conflits bosniaques), du jamais vu en Europe depuis 1945 et même depuis longtemps dans le monde entier. Contrairement à l'idée de certains "bons penseurs professionnels", le fait que cette tuerie se passe

au cœur de l'Europe n'y change rien. Les gouvernements bosniaque, croate et serbe deviennent des bouchers ou des sauveurs. La réalité est autre. Les seigneurs de la guerre s'enrichissent sur les ruines des peuples de la Yougoslavie. Le pays le plus riche des Balkans, quasiment à égalité avec la Grèce, n'est plus qu'un vaste cimetière dévasté. Les présidents Izetbégovic, Milosevic et Tudjman, qu'ils se proclament communistes ou anti-communistes, ont une chose en commun: le nationalisme le plus rétrograde et le plus réactionnaire. Pourtant lors du recensement de 1981, plus d'un million deux cent mille citoyens se sont déclarés yougoslaves, refusant toute différence entre serbe, croate, slovène... Dix ans plus tard, ils étaient moins de 700.000. Dans ce contexte conflictuel, chacun doit choisir son camps, même s'il ne le veut pas. Paradoxe de la situation, la Yougoslavie, le pays le plus "libre" du "bloc communiste", est devenu le plus en retard dans le processus de transition démocratique inauguré par la Bulgarie en 1991, puis par l'Albanie en 1992.

Les guerres civiles yougoslaves ne sont pas les seuls éléments déstabilisateurs des Balkans. La Roumanie est toujours dirigée par les fils spirituels de Ceausescu: populistes, anti-sémites, anti-tziganes et maffieux. En Albanie, la chute du communisme n'a guère apporté d'améliorations: économie exsangue, banditisme excacerbé, volontés irrendentes vers le Kosovo et la Macédoine, voire en direction de l'Épire grecque et du Monténégro. La Bulgarie, le plus calme des pays de la région, est en proie à des divisions internes entre les différents membres de l'Union des Forces Démocratiques qui ont chassé les communistes en 1991. Les ultra-conservateurs tentent de renverser le président Jeleu, apôtre de la réconciliation nationale. Quant à la Grèce, elle préfère les diatribes anti-macédoniennes et anti-albanaises, plutôt que de remettre son économie à flot. La Turquie tente de jouer "le bon élève" de la région, mais non sans arrière-pensées: faire oublier son problème kurde et retrouver bon an, mal an, son ancienne influence ottomane.

Nous avons donc donné la parole aux différentes sensibilités de la région pour connaître et comprendre les visions serbe, croate, bosniaque, kosovar, albanaise, macédonienne et turque de la crise balkanique et évaluer ainsi les risques d'une possible troisième guerre balkanique, à travers les contributions de Cedomir Nestorovic, Faik Dizdarévic, Skander Shérifi, Gabriel Jandot, Nano Ruzin, Eugène Silianoff et Oral Sander. Mais avant de parler d'une "troisième guerre", Lina Louvi nous rappelle ce que furent les premières et deuxièmes guerres balkaniques de 1912-1913 et Catherine Lutard s'interroge sur l'impossible transition démocratique dans l'ex-Yougoslavie. Enfin, il nous est paru important d'analyser la politique de l'Europe et des grands puissances à travers les articles de Georges Prévélakis, Bernard Ravenel et Marc Gjindra. Pour terminer nous publions les bonnes feuilles du Rapport annuel de l'Observatoire géopolitique des drogues et l'expérience vécue du docteur

Linda Morisseau, psychiatre qui s'est occupée au sein de l'association Partage du cas tragique des réfugiés de Bosnie.

Un trait commun à tous ces auteurs: le pessimisme. L'explosion de la Yougoslavie est irrémédiable et les fossés sont énormes entre toutes les communautés. Quant aux voisins de l'ex-Yougoslavie, ils craignent tous une contagion de ce mauvais exemple. L'affaire albanaise pourrait bien être la clé d'une éventuelle troisième guerre balkanique. Une gestion pacifique de cette affaire serait certainement un important facteur de stabilité dans la région. En revanche, la Grèce, membre de la Communauté Européenne et de l'OTAN aurait dû être l'élément stabilisant. Il n'en est rien, bien au contraire. Athènes joue les pompiers pyromanes, jetant de l'huile sur le feu tant sur la Macédoine que sur l'Albanie. L'hystérie nationaliste hellénique doit beaucoup aux surenchères politiques internes.

Tous ces auteurs dénoncent aussi l'hypocrisie et l'incapacité des instances internationales (CE, CSCE, ONU) qui n'ont ni su ni pu stopper la crise. Quant à la France, elle est souvent mise au banc des accusés. En effet, les Balkaniques ont tendance à regarder Paris comme le sanctuaire des droits de l'homme, oubliant que la politique étrangère française est bien loin des principes de 1789. Qui aime bien, châtie bien!

En cinq ans, les Balkans sont passés d'un extrême à l'autre: 1988, euphorie de coopération inter-balkanique; 1993 guerre serbo-croate, guerres inter-bosniaques, tension albano-kosovar, politique intérieure mouvementée en Grèce et en Bulgarie. Certes si la situation est déjà très grave, elle ne devrait pas pour autant conduire à une troisième guerre balkanique. Pour le moment, nous assistons à une sorte de guerre civile ethnique circonscrite à trois républiques de l'ex-Yougoslavie. Les autorités serbes s'en sont prises à la Croatie et à la Bosnie, leurs homologues croates à la Bosnie. Pour qu'il y ait une troisième guerre balkanique, il faudrait que Belgrade s'en prenne à l'un de ses voisins, pays membres de l'ONU, ce qui serait une tout autre affaire. Malgré leurs vociférations nationalistes, Albanais, Bulgares, Grecs et Macédoniens, ne veulent ni ne peuvent faire la guerre. En revanche, la possibilité de nouveaux flots de réfugiés déstabilisant la région est très probable. Le Kosovo peut s'embraser à tout moment. Cela entraînerait des centaines de milliers de réfugiés en Albanie et en Macédoine. L'économie albanaise ne peut absolument pas se le permettre. En Macédoine, les relations entre Slaves, Macédoniens et Albanais se dégraderaient rapidement, au risque de voir des Slaves se réfugier en Bulgarie. Pour contrer ce scénario catastrophe, la Turquie a déjà compris qu'il fallait au plus vite créer une zone de stabilité économique de la Mer Noire à l'Adriatique, en passant par la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie.

La "rebalkanisation" des Balkans (et l'implosion de l'URSS) a en tout cas fait voler en éclats le sacro-saint principe d'intangibilité des frontières. Les organismes internationaux devront bien un jour ou l'autre se pencher sur cette nouvelle donne.

Christophe Chiclet est chercheur associé au Centre d'Histoire de l'Europe du XXe siècle et correspondant du Journal de Genève pour les Balkans.